



SQUAT MURET A TOULOUSE - PLUS DE 500 PERSONNES MISES A LA RUE AVANT L'HIVER ?

Au seuil même de l'hiver, nous sommes plus de 500 personnes à vivre dans le plus grand squat de Toulouse, au 44 avenue de Muret.

Qui sommes-nous ? Des hommes, des femmes, des enfants, de tout âge, de plus de 22 nationalités, dans des situations administratives complexes (demandeur-se-s d'asile, réfugié-e-s...) qui demandent à ce que leur droit élémentaire à être mis à l'abri et en sécurité soit respecté ; à défaut, la majorité d'entre nous vivions déjà dans un squat, place Henry Russell, l'année dernière. La préfecture nous a expulsés en juillet 2019, sans nous proposer de solution pour la suite. Nous avons dû nous-mêmes nous chercher un nouveau toit.

Pourquoi vivons-nous en squat ? Nous sommes ici parce que, malgré des démarches longues et difficiles, nos droits sont bafoués, jusqu'au droit le plus fondamental d'accéder à un logement digne. Nous n'avons d'autre choix que d'utiliser ce bâtiment, laissé vide pendant des années.

Ici, nous nous organisons par nous-mêmes, avec les moyens du bord, et nous prenons les décisions collectivement. Il n'y a aucune présence de l'Etat à nos côtés. Faut-il rappeler qu'il est du rôle de l'Etat de donner un toit à chaque personne vulnérable ? Nous ne recevons d'aide que de personnes solidaires, de collectifs et d'associations. Nous avons fait de ce bâtiment un véritable lieu de vie, avec une salle de travail accueillant des cours de français et des permanences juridiques, une salle de réunion, une infirmerie, etc. En dépit de ce manquement grave de l'Etat français vis-à-vis du droit au logement et des engagements internationaux pour la défense des droits de l'Homme, ici nous jouons tous, par ricochets, le rôle de l'Etat.

Mais voilà, la préfecture semble en avoir décidé autrement. Ce lundi 21 octobre, nous avons vu débarquer, sans préavis, des travailleurs sociaux mandatés par la préfecture, venus quelques jours seulement pour nous compter, nous classer selon nos situations administratives ; un travail inadapté et bâclé, quand on sait que plus de 500 personnes vivent ici. Malgré nos sollicitations nombreuses auprès de la préfecture, malgré un entretien direct avec la sous-préfète, rien ne nous est dit sur combien de temps encore nous pourrions rester dans le bâtiment ou sur d'éventuelles solutions de logement pour l'hiver.

Nous ne sommes pas dupes. Nous connaissons bien le trop faible nombre de places d'hébergement créées par l'Etat, mais aussi la faible considération de la mairie de Toulouse face aux problématiques des personnes à la rue, l'arrêté « anti-bivouac » montrant bien l'intention de nous rendre invisibles en ville. Et nous savons trop bien comment se passent les évacuations, si violentes qu'on ne nous laisse même pas le temps de ramasser nos affaires. Ces jours-ci, à la veille de la trêve hivernale, des dizaines de personnes vivant dans d'autres squats de la ville ont été mises à la rue sans solution de repli, avec lesquelles nous nous sentons solidaires. La seule demande que nous avons formulée à la préfecture est de nous **accorder le droit de passer un hiver dans ce lieu**, dans lequel nous avons investi beaucoup de temps et d'espoir.

APPEL A SOUTIENS

Aussi aujourd'hui nous lançons un appel massif au soutien de tous les collectifs, associations et personnes solidaires. Nous appelons à toute sorte d'action, au local ou au national, en fonction des possibilités de chacun-e : lettres ouvertes, pétitions, communiqués et articles de presse, actions politiques, interpellations des responsables du logement, rassemblements... tout ce qui permettra de porter notre voix le plus haut et le plus fort possible.

Restons humain-e-s ! Un toit pour chacun-e, parce qu'il y a de la place pour tous-tes !

Le collectif Russell – le 28/10/2019 - (collectif.russell@gmail.com pour nous contacter)